

RAPPORT N° 2022/3-32
au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 30 juin 2022

**OBJET : EXPLOITATION DU CENTRE AQUATIQUE ET DE LOISIRS INTERCOMMUNAL AQUANOR –
AUTORISATION DONNEE AU PRESIDENT DE SIGNER L'AVENANT N°2 AU MARCHÉ (LOT 1)**

Référence au projet politique :

Orientation 2 : « Bâtir le développement équilibré et solidaire du territoire »

Axe 6 : « S'orienter vers un développement humain ambitieux »

Engagement 17 : « Promouvoir et encourager le bien-être et la santé »

La CINOR a confié l'exploitation du centre aquatique et de loisirs intercommunal Aquanor, situé à Champ-Fleuri sur la commune de Saint-Denis, à un opérateur économique, dans le cadre d'un marché public de services, afin de pouvoir bénéficier de l'ensemble des compétences nécessaires à l'exploitation d'un ouvrage de ce type.

Ce marché, dont les termes ont été approuvés par le Bureau communautaire en séance du 27 mai 2021, a été notifié à la société Com.Sports le 28 mai 2021. Il a pour objet l'exploitation du centre aquatique et de loisirs intercommunal Aquanor pour la période du 1^{er} juin 2021 au 31 mai 2022.

Par décision du 8 avril 2022, le Bureau de la Communauté a approuvé l'avenant n°1 prolongeant de deux mois la durée d'exécution du marché jusqu'au 31 juillet 2022, afin de tenir compte du délai nécessaire pour l'aboutissement de la procédure visant à l'attribution d'une nouvelle délégation de service public.

Dans la mesure où il est envisagé de déclarer sans suite cette procédure, il est proposé de prolonger par nouvel avenant, pour une durée supplémentaire de deux mois, la durée d'exécution du marché public d'exploitation conclu avec la société Com.Sports, afin d'assurer la continuité du service public, le temps de mettre en œuvre une nouvelle procédure de consultation pour la gestion de cet établissement intercommunal.

La durée d'exécution de ce marché sera ainsi prolongée de deux mois jusqu'au 30 septembre 2022.

L'avenant n°2, prolongeant pour une nouvelle période de deux mois la durée d'exécution du marché n° 21/74 (lot 1) pour un montant de 448 584,50 € HT soit 486 714,18 € TTC, induit en cumulé avec l'avenant 1 une nouvelle augmentation de 33,33 % par rapport au montant initial du contrat, le montant global de ce marché étant désormais porté à 3 588 676,00 € HT soit 3 893 713,46 € TTC.

Rapport montant initial du marché : 2 691 507 € HT soit 2 920 285,10 € TTC.

Au regard de la réglementation régissant les modifications de marchés publics, cet avenant, qui excède 10 % d'augmentation, est susceptible d'être justifié au regard de l'hypothèse de modifications admise par le Code de la commande publique :

L'article R.2194-2 énonce que le marché peut être modifié lorsque, sous réserve de la limite fixée à l'article R.2194-3 (à savoir 50 % d'augmentation du montant initial), des travaux, fournitures ou services supplémentaires, quel que soit leur montant, sont devenus nécessaires et ne figuraient pas dans le marché initial, à la condition qu'un changement de titulaire soit impossible pour des raisons économiques ou techniques tenant notamment à des exigences d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services ou installations existants achetés dans le cadre du marché initial.

Il n'est pas possible de confier les prestations d'exploitation du centre aquatique et de loisirs intercommunal Aquanor à un autre opérateur économique pour deux mois (août et septembre 2022) pour les raisons suivantes :

- Les délais réglementaires de procédure d'un nouvel appel d'offres ne permettraient pas de garantir la continuité du service public à compter du 1^{er} août 2022 ;
- Une interruption de l'exploitation, même temporaire, serait préjudiciable au bon fonctionnement des installations techniques visant notamment à garantir le maintien du niveau d'hygiène réglementaire des bassins.

Cet avenant n°2 a été présenté à la Commission d'Appel d'Offres en date du 30 juin 2022, qui a émis un avis favorable

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20220630-BC2022-3-32-DE
Date de télétransmission : 11/07/2022
Date de réception préfecture : 11/07/2022

Je vous demande par conséquent de bien vouloir :

- Approuver les termes de l'avenant n°2, joint en annexe, au marché n° 21/74 (lot 1) conclu avec la société Com.Sports pour l'exploitation du centre aquatique et de loisirs intercommunal Aquanor, prolongeant de deux mois supplémentaires la durée d'exécution de ce marché ;
- M'autoriser à signer cet avenant pour un montant de 448 584,50 € HT soit 486 714,18 € TTC.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



**DECISION N° 2022/3-32
du Bureau de la Communauté
en séance du 30 juin 2022**

**OBJET : EXPLOITATION DU CENTRE AQUATIQUE ET DE LOISIRS INTERCOMMUNAL AQUANOR –
AUTORISATION DONNEE AU PRESIDENT DE SIGNER L'AVENANT N°2 AU MARCHÉ (LOT 1)**

Référence au projet politique :

Orientation 2 : « Bâtir le développement équilibré et solidaire du territoire »

Axe 6 : « S'orienter vers un développement humain ambitieux »

Engagement 17 : « Promouvoir et encourager le bien-être et la santé »

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article» (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des délégués communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2022/3-32 du Président

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20220630-BC2022-3-32-DE
Date de télétransmission : 11/07/2022
Date de réception préfecture : 11/07/2022

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver les termes de l'avenant n°2, joint en annexe, au marché n° 21/74 (lot 1) conclu avec la société Com.Sports pour l'exploitation du centre aquatique et de loisirs intercommunal Aquanor, prolongeant de deux mois supplémentaires la durée d'exécution de ce marché.

ARTICLE 2

D'autoriser le Président à signer cet avenant pour un montant de 448 584,50 € HT soit 486 714,18 € TTC.

Nombre de votants : 12
Suffrages exprimés : 12
Vote pour : 12
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

08 JAN 2022

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**

